

Budget : la Région au défi de faire mieux avec moins

Voté sans le FN, le premier budget Estrosi mise sur l'économie et... les économies

Comment résumer (et rendre digeste) un énorme pavé pesant 2,06 milliards d'euros ? Hier, le conseil régional à Marseille a approuvé le premier budget primitif de la mandature Estrosi. Sans le groupe Front national qui a voté contre (lire par ailleurs). Et s'est fait au passage traiter de « conservateur » (on a connu pire comme insulte dans l'hémicycle...) par Christian Estrosi. Lequel s'inscrit, lui, dans « le camp des réformateurs ». L'essentiel en dix points.

Un contexte délicat. Le désengagement de l'État, « non anticipé par la précédente majorité », se poursuit. 112,5 millions encore attendus en 2017. Soit 252 millions en moins en quatre ans. Mais les agences de notation conservent à la Région son « AA- » (perspectives stables). **Un passé.** Un audit va être effectué par un organisme indépendant pour connaître l'état réel des finances.

« Sans animosité », précise Christian Estrosi « Nous avons déjà dû honorer 1,4 milliard d'engagements pris par l'ancienne majorité. »

Une rupture. « C'est une nouvelle ère, une nouvelle politique : la parole donnée se transforme en parole tenue. »

Un slogan. « La Région est de retour ». Et passe « de la culture de la dépense à celle de l'investissement ». 556 millions seront consacrés à « l'amélioration du quotidien de tous ».

Une stratégie. « Attirer de nouvelles entreprises pour augmenter nos recettes fiscales et les réinjecter ensuite. »

Pour le moment, les 3/4 des recettes de fonctionnement de la Région proviennent de la fiscalité indirecte (cartes grises, taxes sur les carburants, etc.)

Un engagement. Justement, ne pas augmenter la fiscalité. « Et nous avons supprimé la taxe sur les cartes grises pour les véhicules propres. »

Un triple défi. Doubler la création

d'emplois privés : au moins 10 % de tous ceux créés en France. Et celui du nombre de brevets déposés « pour concurrencer Rhône-Alpes ». Viser 5 points de croissance de plus que la moyenne nationale « là où nous faisons à peine 2 points depuis dix ans. »

Un serrage de ceinture. Avec la nécessité de faire des économies. 44 millions de moins en dépenses de fonctionnement. Une masse salariale en baisse de 0,3 %. « C'est la première fois dans l'histoire de la collectivité ». 150 départs à la retraite non remplacés d'ici la fin du mandat.

Un très haut débit. 6,7 millions pour le déploiement du très haut débit sur le territoire et pour la transition numérique des entreprises. « Afin de faire de Paca, la première smart Région d'Europe. »

Une cagnotte. L'épargne de la collectivité s'améliore de 37 millions.

MIREILLE MARTIN
mmartin@varmatin.com

Quelques chiffres clés



112 M€ pour la formation dont **66 M€** à la rénovation des locaux et de matériels adaptés des CFA.
27 M€ pour aider les entreprises qui embauchent des apprentis



93 M€ pour le fonds d'investissement pour les entreprises de la région. Les aides directes aux entreprises augmentent de **+12%**



88 M€ pour les lycées (construction et rénovation) et **1 M€** pour la mise en sécurité des établissements



53 M€ pour la culture. Un plan de **5 M€** mis en place pour protéger et rénover le patrimoine



16 M€ pour l'agriculture afin de structurer la filière et développer la recherche



9,6 M€ seront consacrés au développement de la filière touristique en 2016



6,7 M€ seront consacrés au déploiement du très haut débit sur le territoire et la transition numérique des entreprises

FN : « Comme un conte de fées »



(Photo M. M.)

« C'est la méthode Estrosi : dans sa bouche, tout ressemble à un conte de fées mais quand on creuse, on voit que le contenu ne suit pas. »

Pour le groupe d'opposition frontiste, « ce budget, c'est beaucoup de fumée. Et de communication ». Pour le reste...

« Nous aurions souhaité voir de vrais efforts en faveur de l'économie. En fait, les moyens mis en œuvre sont dérisoires », a estimé Marion Maréchal-Le Pen, présidente du groupe. « À titre d'exemple, la quarantaine de structures existantes en la matière et qui coûtent cher en fonctionnement, est toujours là... » D'autre part, Marion Maréchal Le Pen s'est interrogée

sur la faculté des Républicains à changer d'avis. « Ils fustigeaient les subventions versées à l'économie sociale et solidaire de la majorité Vauzelle, pratique clientéliste selon eux. Et aujourd'hui, ils font pareil. »

Un appel au préfet

La députée du Vaucluse a également annoncé qu'elle a saisi le préfet de Région sur la légalité de la conférence régionale consultative, voulue par Christian Estrosi. Et qui doit rassembler les représentants de toutes les listes en présence au 1^{er} tour des élections régionales. Elle espère une décision en référé.

Une charte pour les associations

Comment s'assurer de ne pas soutenir, « à l'insu de son plein gré », des associations à vocation communautariste ? C'est nouveau, c'est voté et cela concerne toutes les associations qui sollicitent des subventions auprès de la Région. Pour y prétendre, elles devront dorénavant s'engager à respecter les principes républicains et signer la Charte du respect des valeurs de la République. C'est à cette seule condition que les demandes de subventions seront dorénavant reçues et instruites. Afin de ne laisser planer aucun doute, la Charte énumère les principes sui-

vants : « L'égalité entre les hommes et les femmes, le principe de neutralité des bâtiments publics, la liberté de conscience et la liberté de culte, l'égalité de tous devant la loi, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. » Les signataires s'engagent également « à afficher dans les locaux de l'association le préambule de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. À respecter l'objet qui a conduit à l'attribution de la subvention. À imposer un traitement égalitaire entre tous les individus sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation sexuelle, de croyance ou absence de croyance, etc. »

En vitesse, à travers l'hémicycle

■ **Contrat avec la métropole Nice-Côte d'Azur.** Les discussions avaient commencé depuis plus d'un an. Elles ont abouti hier. Dans le cadre du Contrat régional d'équilibre territorial (CRET), 50 millions seront versés à la métropole niçoise. Et concerneront 17 opérations (éco-vallée Plaine du Var, transports multimodaux, développement économique et solidaire entre le littoral, le moyen et le haut territoire, etc.)

■ **Un avenant pour Toulon-Provence Méditerranée (TPM).** 4 millions seront versés à TPM dans le cadre du CRET (Vallon du soleil à La Crau, Chalucet à Toulon, Maison du patrimoine à Olioules, etc.)

■ **Les Arcs, gare test.** C'est finalement dans la gare de

l'est Var que seront testés les fameux futurs portiques de sécurité et anti-fraude dans les semaines qui vien-

nent.

■ **Une convention inédite avec Pôle emploi.** Lundi, Christian Estrosi et le direc-



Lundi, Christian Estrosi et le directeur général de Pôle emploi signeront une convention unique en France.
(Photo doc. Franz Chavarroche)

teur général de Pôle emploi signeront une convention unique en France. Dans le cadre de la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République), elle permettra de mobiliser 400 conseillers de Pôle emploi, dédiés à la relation avec l'entreprise.

■ **Toujours là.** Christophe Castaner, le candidat PS aux régionales, dénonce un budget « poudré aux yeux ». Et conteste la réalité de la hausse annoncée des fonds pour l'économie régionale. Quant à l'écologiste Sophie Camard, tête de liste de la Région coopérative, elle regrette entre autres « la suppression des pénalités financières aux communes carencées en logements sociaux. Symbole de l'orientation inégalitaire et libérale de la nouvelle majorité. »